

Bulletin du FMI

L'AFRIQUE EN 2012

La croissance devrait rebondir dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine

Bulletin du FMI en ligne
22 Mars 2012



Une Ivoirienne vend du beurre de karité à Abidjan. La Côte d'Ivoire est le principal moteur de croissance de l'UEMOA.
(photo : Gouegnon/Corbis)

- Les perspectives économiques sont favorables pour 2012 dans les huit pays membres
- La région reste vulnérable aux événements en Europe
- Il faut approfondir l'intégration économique pour consolider la stabilité

Après être tombée au-dessous de 1 % en 2011, la croissance dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) devrait rebondir à 7 % cette année, selon les estimations du FMI.

L'UEMOA est l'une des plus anciennes unions monétaires du monde et peut-être l'une des plus résistantes. Au cours de l'année écoulée seulement, l'UEMOA — qui comprend le Bénin, Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo — a été confrontée à une longue crise politique en Côte d'Ivoire et à une grave sécheresse au Sahel. Malgré tout, dans son examen régulier de ce groupe de pays, le FMI prévoit que la croissance dans la région rebondira vivement cette année.

Dans une entrevue avec le *Bulletin du FMI en ligne*, Hervé Joly, chef de mission pour l'UEMOA, affirme que l'union va rapidement se redresser.

Bulletin du FMI en ligne : L'Union économique et monétaire ouest-africaine, qu'est-ce que c'est?

M. Joly : Comme son nom l'indique, il s'agit d'une union monétaire. Cela signifie que les pays de la région partagent la même monnaie, à savoir le franc CFA. Cette monnaie est aujourd'hui rattachée à l'euro et l'UEMOA elle-même fait partie de ce qu'on appelle la zone franc.

Par ailleurs, l'UEMOA est une union économique, ce qui signifie qu'il existe un marché unique avec un tarif extérieur commun, et une zone où les pays partagent un certain nombre de politiques communes au-delà de la politique monétaire. À cet égard, les pays membres ont harmonisé plusieurs politiques, par exemple dans le domaine de la fiscalité ou de la gestion des finances publiques.

Bulletin du FMI en ligne : L'UEMOA a été confrontée à de grosses difficultés ces

dernières années : la crise politique en Côte d'Ivoire et la sécheresse au Sahel. Comment y a-t-elle fait face? S'en est-elle déjà remise?

M. Joly : De fait, il s'agissait de chocs de grande ampleur. Ils ont déjà eu des répercussions sur la croissance en 2011, qui est tombée aux environs de 1 %. C'est très bas pour la région.

Ce qui est positif, c'est que nous attendons un rebond vigoureux en 2012, principalement du fait de la disparition de ces facteurs exceptionnels. Par exemple, il y aura un redressement très vigoureux en Côte d'Ivoire après la crise. Nous espérons aussi que la production agricole retrouvera son niveau normal.

Dans certains pays, plusieurs facteurs intérieurs seront sources de croissance, par exemple des investissements considérables dans les infrastructures du secteur de l'énergie. Ainsi, le Niger va commencer à produire du pétrole.

Tout cela ira dans le même sens et permettra de compenser largement le fait que la conjoncture extérieure n'est pas aussi bonne qu'elle aurait pu l'être. Globalement, nous nous attendons à ce que la croissance remonte aux environs de 7 % pour l'ensemble de la région.

Bulletin du FMI en ligne : Économiquement, l'UEMOA est fort exposée à l'Europe; s'il n'y avait pas de reprise, comment l'union serait-elle touchée?

M. Joly : C'est une bonne question, parce que la région, pour des raisons historiques en particulier, reste très exposée à l'Europe et en particulier à la zone euro.

Il existe plusieurs canaux de transmission entre l'Europe et la région, par exemple le commerce, les envois de fonds des travailleurs expatriés et l'investissement direct étranger. Si l'activité en Europe devait être révisée à la baisse, la région serait donc touchée par ces canaux et, malheureusement, probablement aussi par d'autres voies telles que l'aide.

Cependant, nous ne pensons pas que le secteur financier soit un canal de transmission possible, car le secteur financier de l'UEMOA est financé principalement par des ressources locales et non par des lignes de crédit internationales.

À la fin de 2011, des rumeurs circulaient selon lesquelles une dévaluation était nécessaire ou préparée dans la région, mais notre analyse ne confirme pas du tout la nécessité d'une dévaluation. Nous tenons à le souligner.

Je tiens aussi à souligner que nous avons observé l'an dernier une accumulation continue de réserves de change. Ces réserves sont gérées très prudemment et nous pensons qu'elles se situent à des niveaux adéquats. De ce point de vue, nous estimons que la stabilité extérieure est robuste.

Bulletin du FMI en ligne : La Côte d'Ivoire, qui est le moteur économique de l'UEMOA,

se redresse bien après une année de troubles politiques. Que peut-on faire pour améliorer ses perspectives de croissance? Que peuvent faire les autres pays membres de l'union pour tirer parti de cette croissance?

M. Joly : Si vous allez à Abidjan, la capitale de la Côte d'Ivoire, vous constaterez que les gens sont très optimistes, ce qui est vraiment inhabituel dans le monde de nos jours. C'est particulièrement inhabituel si vous venez d'Europe, par exemple, où les gens sont évidemment plus pessimistes.

Toutes mes conversations m'ont vraiment donné l'impression que la sortie de la crise en Côte d'Ivoire constituait un tournant décisif pour la région.

Cependant, pour que la région tire le plus grand parti de ce redressement en Côte d'Ivoire, il faudra approfondir et accélérer l'intégration régionale. Nous en avons beaucoup parlé avec les autorités, et je pense que nous étions d'accord à ce sujet. Bien que la région soit en principe un marché unique, il reste dans la pratique un certain nombre d'obstacles non tarifaires aux échanges commerciaux. En conséquence, le commerce n'est pas aussi fluide qu'il pourrait et devrait l'être.

Parmi les autres obstacles à l'intégration figurent les infrastructures, les transports et l'énergie par exemple. Nous pensons que la nouvelle situation en Côte d'Ivoire est très prometteuse pour l'ensemble de la région. Mais, pour en tirer le plus grand profit, les autorités doivent redynamiser le programme d'intégration régionale.

Bulletin du FMI en ligne : Quels enseignements l'UEMOA peut-elle tirer des turbulences dans la zone euro afin de préserver sa stabilité et d'approfondir son intégration en tant qu'union monétaire?

M. Joly : Il est à noter que l'UEMOA est bien plus vieille que la zone euro. L'union monétaire en Afrique de l'Ouest — la zone franc — a été créée il y a des dizaines d'années et a survécu à plusieurs chocs, y compris une crise de la dette dans la plupart des pays membres. Elle est donc bien établie et résistante. Pour ce qui est des enseignements à tirer, les pays doivent examiner comment ils peuvent rendre l'union encore plus résistante et encore plus stable.

Cependant, il y a des formes d'intégration qui sont plus difficiles à gérer. C'est certainement le cas de l'intégration financière et, en fait, c'est une source de problèmes dans la zone euro.

Nous avons eu des entretiens longs et très intéressants avec les autorités à ce sujet. Il s'agit notamment de savoir comment développer le secteur financier, ou comment améliorer et développer le marché obligataire régional sans risque d'instabilité.

En ce qui concerne l'intégration économique, je pense que personne ne conteste le fait qu'elle soit désirable, et par intégration économique, j'entends échanges commerciaux, mais aussi

mobilité de la main-d'œuvre. C'est une chose que les autorités doivent améliorer et approfondir. À terme, cela permettra de réaliser une croissance plus élevée et durable.